



s.C.41.103.2.(10)

s.C.41.103.2.(12) - ZW/sm

Berne, le 13 novembre 1972

Bitte dieses Zeichen in der Antwort wiederholen
Prière de rappeler cette référence dans la réponse
Pregasi rammentare questo riferimento nella risposta

AUX REPRESENTATIONS DIPLOMATIQUES

- I. Comité des Vingt
 - II. Participation de la Suisse
comme observateur.
-

I. COMITE DES VINGT

Par plusieurs communications et notamment celles des 10 et 21 avril, 2 mai, 23 août, 9 et 13 octobre, nous avons tenu informées les ambassades plus particulièrement concernées de la genèse et des développements relatifs à la création du Comité des Vingt (parfois appelé Groupe des Vingt), ou, selon sa terminologie exacte, "Comité ad hoc du Conseil des gouverneurs chargés d'étudier la réforme du système monétaire international et les questions connexes".

La consécration de ce cheminement fut la création, le 28 septembre 1972, du Comité des Vingt à l'occasion de la réunion annuelle des Institutions de Bretton Woods, à Washington.

- 1) Le Comité des Vingt est un organe institutionnel du FMI, contrairement au Groupe des Dix qui avait été créé un peu en marge de cette institution par les pays les plus développés désireux de mettre sur pied un plan de stabilisation monétaire

../..

caractérisé par les "arrangements généraux de crédit" ou en anglais "general agreement to borrow (GAB)".

La composition du Comité des Vingt est calquée sur celle du Comité exécutif du Fonds. Cela signifie d'une part qu'il comprend 11 pays développés et 9 pays en voie de développement, et d'autre part que chaque membre du Fonds qui nomme un administrateur - les 5 qui ont les quotas les plus élevés - et chaque groupe de membres du Fonds qui en élit un nomment un membre du Comité des Vingt. En outre, chacun des membres de ce Comité est assisté de deux "associés" et de deux suppléants. Cette formule permet à toutes les sections de la communauté internationale faisant partie du FMI de se faire entendre dans la réforme monétaire puisque les délégués désignés par un groupe de pays représenteront les intérêts de chacun d'eux. Ainsi, la composition des délégués, "associés" et suppléants admis à siéger comprend déjà 51 pays sur les 124 que compte le FMI. Vous en trouverez la liste nominative à l'annexe 1.

Le mandat du Comité des Vingt est de donner des avis au Conseil du FMI sur tous les aspects de la réforme du système monétaire international et, notamment, sur les propositions d'amendement aux Statuts du Fonds. A cet effet, le Comité s'appuiera sur le rapport des administrateurs au Conseil des gouverneurs sur la réforme du système monétaire international et examinera l'interdépendance qui existe entre les questions monétaires et celles qui ont trait au commerce international, aux mouvements de capitaux, aux investissements ou à l'aide au développement, soit en bref les questions monétaires et connexes.

Ainsi défini, le mandat revêt deux caractéristiques principales :

- a) Il englobe des questions extrêmement délicates au point de vue politique. A cet égard, le Comité des Vingt apparaît

..../..

comme un premier indice tendant à introduire au FMI les responsables politiques puisqu'il est constitué au niveau ministériel. Son président pour la première année est le ministre des finances de l'Indonésie, M. Ali Wardhana.

- b) Le mandat du Comité des Vingt est aussi très étendu et son exécution nécessitera plus de temps que celui que des ministres pourraient lui consacrer. D'où la création d'un Groupe de Suppléants qui déchargera les ministres et leur permettra de ne se réunir que deux à trois fois l'an.

- 2) Le Groupe de Suppléants est présidé par M. Jeremy Morse qui fut jusqu'à sa nomination directeur exécutif à la Banque d'Angleterre. Il a été détaché de cette fonction pour assumer cette présidence. Deux vice-présidents à plein temps l'assisteront : M. Robert Solomon, de la Banque fédérale des réserves des Etats-Unis et un Japonais qui reste encore à désigner. En outre, il y aura deux vice-présidents partiels : M. Alexandre Kafka, directeur exécutif pour le Brésil et de pays d'Amérique latine au FMI, et une personnalité africaine ou de l'Asie du sud-est, à désigner ultérieurement.

La composition des délégations au Groupe de Suppléants est formée :

- ./.
- a) des deux suppléants nommés par les membres du Comité (voir liste nominative à l'annexe 2).
 - b) de 4 ou 5 conseillers, selon que le nombre de pays que comprend le groupe est ou non supérieur à dix.
 - c) des administrateurs du FMI (participation facultative)

Le Groupe de Suppléants se réunira toutes les six semaines environ, mais la cadence de son travail dépendra directement de son organisation. C'est ce groupe qui constitue

../..

- 4 -

en réalité le véritable organe de négociation. Il préparera notamment le programme de travail du Comité des Vingt et traitera de la réforme monétaire en essayant d'aplanir les divergences de vues pour que le Comité des Vingt puisse prendre ensuite les décisions politiques qui s'imposeront.

II. PARTICIPATION DE LA SUISSE COMME OBSERVATEUR

Comme nous vous en avons informé le 23 août, la perspective pour la Suisse d'obtenir un statut d'observateur au Comité des Vingt et à son Groupe de Suppléants semblait bonne. Tous les contacts informels nous confirmaient dans cette idée et M. Stopper avait manifesté notre intérêt de principe dans une lettre personnelle à M. P.P. Schweitzer.

Toutefois, peu avant l'ouverture de la réunion annuelle du FMI, nous avons appris que notre admission en tant qu'observateur rencontrait des difficultés. Les développements subséquents ont appuyé le bien-fondé de ces rumeurs puisqu'en fait, la Suisse n'a pas été invitée jusqu'ici à assister à ses débats.

Les explications qui nous ont été données sur les raisons à l'origine de ce changement d'attitude sont essentiellement de deux ordres. Tout d'abord, parmi les pays en voie de développement qui se sont plutôt exprimés négativement, on retrouve la préoccupation de maintenir l'équilibre au sein du Comité des Vingt entre pays développés et en voie de développement. Ensuite, des délégués ont fait valoir que sur les 124 pays membres du FMI, il y en avait beaucoup qui ne siègeraient pas au Comité des Vingt et que, dans ces conditions, ils ne voyaient pas pourquoi un pays non-membre y participerait.

../..

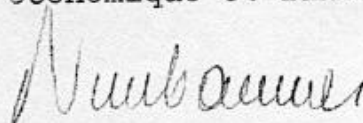
- 5 -

Notons toutefois que la participation de la Suisse n'est pas définitivement réglée et qu'elle sera certainement reprise.

En ce qui concerna la ligne que nous nous proposons de suivre sur cette question, nous vous informons que nous l'avons arrêtée d'entente avec l'Administration fédérale des finances, la Banque nationale suisse et la Division du commerce. Elle s'articule autour des éléments suivants :

Nous restons intéressés à pouvoir suivre de près les travaux du Comité des Vingt et de son Groupe de Suppléants. Néanmoins, nous ne songeons pas à faire des démarches diplomatiques pour le moment, car nous voulons attendre les résultats des délibérations du Conseil fédéral sur l'ensemble de notre position par rapport au FMI. Il n'est pas possible, pour l'instant, de prévoir quand notre Exécutif parviendra à des conclusions sur ce point. Ce n'est qu'après sa prise de position que nous pourrons envisager le genre d'action que nous voulons développer pour nous assurer une participation à ces travaux.

Service économique et financier



(Nussbaumer)

Annexes : 2 mentionnées.

Committee of 20, Associates and Deputies

Member	Associates	Deputies
Anthony Barber Chancellor of the Exchequer, <i>United Kingdom</i>	Sir Leslie O'Brien, G.B.E., Governor, Bank of England	Sir Alan Neale, K.C.B., M.B.E., Second Permanent Secretary, H.M. Treasury, <i>United Kingdom</i>
Y. B. Chavan Minister of Finance, <i>India</i>	Tajuddin Ahmad Minister of Finance and Planning, <i>Bangladesh</i>	D. J. Mitchell Executive Director, Fund, <i>United Kingdom</i>
Antonio Delfim Netto Minister of Finance, <i>Brazil</i>	N. M. Perera Minister of Finance, <i>Sri Lanka</i>	I. G. Patel Secretary, Department of Economic Affairs, Ministry of Finance, <i>India</i>
Mustapha Faris Minister of Finance, <i>Morocco</i>	Rodrigo Llorente Minister of Finance and Public Credit, <i>Colombia</i>	Lal Jayawardena Additional Secretary, Ministry of Planning and Employment, <i>Sri Lanka</i>
Kjell-Olof Feldt Minister of Commerce, <i>Sweden</i>	General Guillermo Marco del Pont, Minister of State and Head of the National Planning Institute, <i>Peru</i>	Paulo H. Pereira Lira Director, Banco Central do Brasil
Valéry Giscard d'Estaing Minister of Economy and Finance, <i>France</i>	Ismail Mahroug Minister of Finance, <i>Algeria</i>	Bernardo Vega Economic Adviser, Central Bank, <i>Dominican Republic</i>
Menasse Lemma Governor, National Bank of Ethiopia	Lt. Col. Enniful Special Assistant to Commissioner of Finance, <i>Ghana</i>	Costa P. Caranicas Alternate Executive Director, Fund, <i>Greece</i>
Cayetano A. Licciardo Minister of the Treasury and Finance, <i>Argentina</i>	Jaakko Lassila Member, Board of Management, Bank of Finland	Svend Andersen Governor, Danmarks Nationalbank
Giovanni Malagodi Minister of the Treasury, <i>Italy</i>	Johannes Nordal Governor of the Central Bank of Iceland	Erik Brofoss Executive Director, Fund, <i>Norway</i>
Hugo B. Margáin Secretary of Finance and Public Credit, Mexico	Olivier Wormser Governor, Bank of France	Claude Pierre-Brossolette Director of the Treasury, Ministry of Economy and Finance, <i>France</i>
	Alhaji Shehu Shagari Federal Commissioner for Finance, <i>Nigeria</i>	Bernard Clappier Deputy Governor, Bank of France
	J. M. Mwanakatwe Minister of Finance, <i>Zambia</i>	Victor E. Bruce Governor, Central Bank, <i>Trinidad and Tobago</i>
	Alfonso Inostroza President, Central Bank of Chile	E.I.M. Mtei Governor, Bank of Tanzania
	Alfonso Arcos Adviser to Minister of Finance, <i>Ecuador</i>	Ricardo Zerbino Director of Planning and Budget, <i>Uruguay</i>
	Guido Carli Governor, Bank of Italy	Adolfo C. Di Financial Representative of Argentina in Europe
	Alberto Monreal Luque Minister of Finance, <i>Spain</i>	Rinaldo Ossola Deputy General Manager, Bank of Italy
	Alfredo Lafée President, Central Bank of Venezuela	Silvano Palumbo Inspector General and Deputy to the Minister in G-10, <i>Italy</i>
	Roberto Incer B. President, Central Bank of Nicaragua	Ernesto Fernandez Huilido Director General, Banco de Mexico
		Luis Ugueto Executive Director, Fund, <i>Venezuela</i>

Annexe 1

Member	Associates	Deputies
R. J. Nelissen Minister of Finance, <i>Netherlands</i>	J. Zijlstra President, De Nederlandsche Bank N.V.	C. J. Oort Treasurer General, Ministry of Finance, <i>Netherlands</i>
Sambwa Pida Nbagui Governor, Bank of Zaïre	Janko Smole Federal Secretary for Finance, <i>Yugoslavia</i>	Moshe Meirav Manager, Foreign Banking Transactions, Bank of Israel
Helmut Schmidt Federal Minister of Economic Affairs and Finance, <i>Germany</i>	H. Konan Bedie Minister of Economy and Finance, <i>Ivory Coast</i>	Ramaswamy Pyndiah Financial Secretary, Ministry of Finance, <i>Mauritius</i>
George P. Shultz Secretary of the Treasury, <i>United States</i>	Ange-Edouard Pongui Vice-President of the Republic, <i>People's Republic of the Congo</i>	Tshishimbi wa Bilenga Member, General Management Committee, Banque du Zaïre
B. M. Snedden Treasurer of the Commonwealth, <i>Australia</i>	Karl Klasen President, Deutsche Bundesbank	Ernst-Wolf Mommsen State Secretary, Ministry of Economic Affairs and Finance, <i>Germany</i>
John N. Turner Minister of Finance, <i>Canada</i>	Arthur F. Burns Chairman, Board of Governors, Federal Reserve System, <i>United States</i>	Otmar Emminger Vice President, Deutsche Bundesbank
Koshiro Ueki Minister of Finance, <i>Japan</i>	Paul A. Volcker Under Secretary of Treasury for Monetary Affairs, <i>United States</i>	Paul A. Volcker Under Secretary of the Treasury for Monetary Affairs, <i>United States</i>
A. Vlerick Minister of Finance, <i>Belgium</i>	R. D. Muldoon Deputy Prime Minister and Minister of Finance, <i>New Zealand</i>	J. Dewey Daane Member, Board of Governors, Federal Reserve System, <i>United States</i>
Ali Wardhana Minister of Finance, <i>Indonesia</i>	Nicolaas Diederichs Minister of Finance, <i>South Africa</i>	Sir Frederick Wheeler C.B.E., Secretary of the Treasury, <i>Australia</i>
Abdul Hassan Zalzalah Governor, Central Bank of Iraq	George Colley Minister of Finance, <i>Ireland</i>	H. G. Lang Secretary to the Treasury, <i>New Zealand</i>
	D. H. Coore Deputy Prime Minister and Minister of Finance, <i>Jamaica</i>	Wm. C. Hood Assistant Deputy Minister, Department of Finance, <i>Canada</i>
	Tadashi Sasaki Governor, Bank of Japan	G. Arthur Brown Governor, Bank of Jamaica
	Hannes Androsch Minister of Finance, <i>Austria</i>	Koichi Inamura Vice Minister of Finance for International Affairs, <i>Japan</i>
	Ziyia Muezzinoglu Minister of Finance, <i>Turkey</i>	Hitoshi Yukawa Executive Director, Bank of Japan
	Tan Siew Sin Minister of Finance, <i>Malaysia</i>	Georges Janson Director, Banque Nationale de Belgique
	Bisudhi Nimmanhaemin Governor, Bank of Thailand	Hans Kloss General Manager, Austrian National Bank
	Khalil Salim Governor, Central Bank of Jordan	Choi Siew Hong Deputy Governor, Central Bank of Malaysia
	Elias Sarkis Governor, Bank of Lebanon	Choon Taik Chung Financial Attaché, Ministry of Finance, <i>Korea</i>

Annexe 2GROUPE DE SUPPLEANTSPrésident : Jeremy Morse

IMF : Gold

IMF : Polak

Anderson (Denmark)	Hood (Canada)
Brofoss (Norway)	Brown (Canada)
Bruce (Trinidad & Tobago)	Diz (Argentine)
Mtei (Tanzania)	Zerbino (Uruguay)
Caranicas (Greece)	Tshishimbi wa Bilenga (Zaire)
	Pyndiah (Mauritius)
Chung (Korea)	
Choi Siew Hlong (Malaysia)	Palumbo (Italy)
	Ossola (Italy)
Clappier (France)	
Pierre-Brossolette (France)	Neale (United Kingdom)
	Mitchell (United Kingdom)
Daane (United States)	
Volcker (United States)	Oort (Netherlands)
	Meirav (Israel)
Emminger (Germany)	
Mommsen (Germany)	Wheeler (Australia)
	Lang (New Zealand)
Fernandez Hurtado (Mexico)	
Ugueto (Venezuela)	Patel (India)
	Jayawardena (Sri Lanka)
Inamura (Japan)	
Yukawa (Japan)	Kloss (Austria)
	Janson (Belgium)
Vega (Dominican Republic)	
Pereira-Lira (Brazil)	

Observateurs : 'BRI Larre
 (GATT) Patterson
 (OECD) Dow
 (UNCTAD) Dell